



Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base (CCOAIB)

Personnalité juridique: A.M. n° 103/11 du 07/09/2004

Tel: (250)252 584865 Fax: (250)252 584866; B.P 1993 Kigali

E-mail: ccoaib29@rwanda1.com Site web: www.ccoaib.rw

RAPPORT D'ACTIVITES DU CCOAIB

Exercice 2012



Madame Tujilane CHIZUMILA (au milieu), l'Ombudsman de la République du Malawi et sa délégation en visite au CCOAIB le 12/07/2012, ainsi que certains agents du CCOAIB (Photo/B.Ndirikiye).

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
REMERCIEMENTS.....	4
I. INTRODUCTION.....	5
II. RESUME DES REALISATIONS	7
2.1. Lobbying et plaidoyer.....	7
2.2. Mise en réseau.....	8
2.3. Information et documentation.....	8
2.4. Renforcement des capacités.....	9
III. REALISATIONS PAR RAPPORT AUX AXES STRATEGIQUES ET OBJECTIFS.....	10
IV. CONCLUSION.....	45

SIGLES ET ABREVIATIONS

11.11.11.	: Coalition du Mouvement Nord-Sud en Flandres
CA	: Conseil d'Administration
CCOAIB	: Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base
CS	: Conseil de Surveillance
ECOSOCC	: Economic, Social and Culture Commission
EDPRS	: Economic Development and Poverty Reduction Strategy
EPAs	: Economic Partnership Agreements
GIZ	: Deutsche Gesellschaft fuer Internationale Zusammenarbeit
GRH	: Gestion des Ressources Humaines
ICT	: Technologie de l'Information et de la Communication
INFODOC	: Chargé de l'Information et de la Documentation
MINAGRI	: Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
MINALOC	: Ministère de l'Administration Locale
NPA	: Norwegian People's Aid
OAIB	: Organisations d'Appui aux Initiatives de Base
ONG	: Organisation non gouvernementale
PETS	: Public Expenditure Tracking Survey
PO	: Plan Opérationnel
PPIMA	: Public Policy Information Monitoring and Advocacy
RAB	: Rwanda Agricultural Board
RCA	: Rwanda Cooperative Agency
UE	: Union Européenne
USAID	: United States Agency for International Development

REMERCIEMENTS

La réalisation du plan d'action opérationnel pour l'année 2012 du Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base (CCOAIB) n'aurait pas été possible sans l'intervention active de ses partenaires tant nationaux qu'internationaux. Nous tenons d'emblée à adresser nos sincères remerciements à la Coalition du mouvement Nord-Sud en Flandre-11.11.11 de qui le CCOAIB a reçu un appui institutionnel considérable par lequel il a pu fonctionner depuis notre partenariat jusqu'à aujourd'hui.

Le CCOAIB se félicite également de l'appui financier et technique que lui a accordé le Service Allemand de Développement International (GIZ) pour le suivi des dépenses publiques sensibles au genre dans le secteur agricole. Nos vifs remerciements s'adressent aussi à l'« United States Agency for International Development » (USAID) pour son appui annuel visant l'analyse de l'état de la société civile rwandaise, l'Union Européenne par le biais de Plan Rwanda dans le cadre du renforcement des capacités des coopératives des jeunes, l'Ambassade de Belgique à Kigali pour le suivi de l'EDPRS, l'Association d'Appui au Développement Intégrale et à la Solidarité sur les Collines (ADISCO) à travers le RAPES GL (Réseau des acteurs pour la promotion économique et sociale dans la région des grands lacs) pour le plaidoyer sur la souveraineté alimentaire et l'insertion socioéconomique des jeunes.

Ces financements ont permis au CCOAIB de rester actif et de maintenir la synergie de travail avec ses organisations membres en particulier et les autres partenaires tant du secteur public que privé. Que chacun de tous nos partenaires qui ont contribué de près ou de loin accepte l'expression de notre profonde gratitude.

Nous réitérons notre engagement à collaborer avec Gouvernement du Rwanda qui ne ménage aucun effort pour créer un environnement favorable au développement socio-économique de notre pays en général et à la participation des organisations de la société civile à ce développement en particulier, par des actions coordonnées et concertées.

Le CCOAIB reste reconnaissant envers ses organisations membres en tant que son groupe cible direct pour leur implication dans les activités du collectif et pour tout l'appui qu'elles ne cessent d'apporter en lui offrant ainsi la possibilité d'évoluer et de remplir efficacement sa mission de *Renforcer les OAIB à promouvoir le développement durable de la population.*

Nous exprimons notre gratitude envers les membres du Conseil d'Administration et du Conseil de Surveillance du CCOAIB pour leur volontariat manifeste au service de la population rwandaise en général et du CCOAIB en particulier.

Qu'il nous soit enfin permis d'exprimer notre profonde reconnaissance au staff du CCOAIB qui, malgré sa taille réduite et de multiples sollicitations lui adressées par la population, a réussi à maintenir l'image de marque du collectif. Qu'il trouve, à travers ces lignes, nos remerciements et notre encouragement à œuvrer toujours avec un souci permanent de bien faire pour mieux servir.

MUKESHIMANA Dativa
Représentante Légale.

I. INTRODUCTION

Le plan opérationnel élaboré pour l'exercice 2012 a été mis en œuvre tout au long de cette année. A présent, les activités rapportées relèvent des projets mis en route aussi bien depuis des années passées que cette année qui vient de s'achever. Les projets réalisés en 2012 sont les suivants :

- Le projet d'appui institutionnel ;
- Projet d'information, suivi et plaidoyer sur les politiques publiques ;
- Projet de renforcement de la société civile pour la promotion de la justice économique au Rwanda ;
- Le projet d'appui à la contribution du CCOAIB à la mise en œuvre et au suivi-évaluation de l'EDPRS ;
- Le projet de suivi du budget public dénommé « Public Expenditure Tracking Survey » (PETS) ;
- Le projet de renforcement des coopératives des jeunes intitulé « Youth Empowerment Trough Cooperatives Development » ;
- Le projet pour la promotion économique et sociale dans la région des Grands Lacs ;
- Le projet d'analyse de l'état de la société civile au Rwanda ;

Avant de rapporter les activités réalisées, il s'avère indispensable de faire un rappel des stratégies et objectifs assignés au plan opérationnel 2012 ainsi que les résultats attendus tout au long de sa réalisation.

a. Axes stratégiques

Pour arriver aux résultats du programme, l'on s'est appuyé sur les axes stratégiques suivants:

- Information et documentation
- Lobbying et plaidoyer
- Mise en réseau
- Renforcement des capacités

b. Objectifs

L'objectif global du plan opérationnel 2012 était le suivant :

Contribuer à la promotion des droits socio-économiques et à la bonne gouvernance pour un développement durable.

De façon spécifique, le CCOAIB s'engageait à atteindre ce qui suit :

- L'opérationnalisation du service INFODOC au sein des OAIB est effective

- Réappropriation, par les OAIB, de la politique de mise en réseau révisée dans le cadre de l'EDPRS est effective
- Des synergies des interventions des OAIB sont accrues à travers des actions communes
- Le CCOAIB élargit son réseautage avec les organisations régionales et internationales
- Le lobbying et plaidoyer dans les OAIB et le CCOAIB sont effectifs dans le cadre des lois et politiques élaborées
- La participation citoyenne aux programmes de développement national est effective
- Les OAIB intègrent adéquatement la mission du CCOAIB
- La performance de la société civile en général, du CCOAIB et des OAIB membres en particulier est maximisée.

c. Résultats attendus

Les résultats qui étaient attendus par axe stratégique lors de la mise en œuvre du plan opérationnel, exercice 2012 sont les suivants :

c1. Information et Documentation

- La population est informée et sensibilisée sur son rôle dans la réduction de la pauvreté et dans la bonne gouvernance (contrats de performance, processus budgétaire)
- 24 Feuilles d'information et 2 numéros du bulletin Interactions sont publiés et diffusés

c2. Mise en Réseau

- 4 réseaux sont opérationnels
- La capitalisation des interventions du CCOAIB et ses organisations membres est effective
- L'interaction entre le CCOAIB et ses partenaires tant nationaux qu'internationaux est renforcée.

c3. Lobbying et Plaidoyer

- Des changements positifs sont opérés en termes de solutions aux défis identifiés
- La population à la base est informée sur son rôle dans la réduction de la pauvreté et dans la bonne gouvernance.

c4. Renforcement des Capacités

- Trois agents cadres du CCOAIB sont spécialisés dans des domaines requis
- Quatre formations et huit visites-conseils sont organisées à l'intention des OAIB ;
- Les OAIB ont une même compréhension de la mission du CCOAIB et s'en approprient ;
- Exécution des prestations du CCOAIB mieux organisée.

Les thèmes qui ont été retenus sur lesquels le CCOAIB devait baser ses interventions dans le cadre de promotion des droits socio-économiques de la population et à la bonne gouvernance pour un développement durable du pays sont la Réduction de la pauvreté ; la Décentralisation, gouvernance et participation citoyenne ; le Renforcement des capacités et l'Intégration genre.

II. RESUME DES REALISATIONS

Les activités du CCOAIB ont été réalisées suivant ses axes stratégiques. Le taux de réalisation arrive à 92.6%

2.1. Lobbying et plaidoyer

Des réunions ont été organisées dans le cadre de sensibiliser la population et différents partenaires pour le suivi-évaluation et le plaidoyer sur la mise en œuvre des politiques publiques en rapport avec l'agriculture et le genre, la décentralisation et bonne gouvernance.

A propos de la politique agricole, des rencontres de sensibilisation et plaidoyer sur la prise en compte de l'aspect genre dans la planification stratégique des districts ont été organisées dans les districts de Nyaruguru et Musanze. L'équipe du CCOAIB a pu s'entretenir avec le Vice Maire Chargé des Affaires Sociales ainsi que des représentants des organisations SDA IRIBA, CEJP, ADENYA et ARDI. Au niveau du District de Musanze, l'équipe a pu rencontrer le Maire du District accompagnée du Vice Maire chargé du développement économique ; du chargé de la promotion du Genre, ainsi que le vétérinaire de District. Toutes ces autorités ont compris l'importance de la prise en considération de l'aspect genre dans la planification et ont promis leur engagement dans le partenariat nécessaire avec le CCOAIB pour la promotion de l'aspect genre.

Concernant la décentralisation et bonne gouvernance, une analyse critique des documents politiques et des rapports de mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique de décentralisation au Rwanda a été menée et des résultats ont été publiés en janvier 2012. Cette étude a fourni d'informations intéressantes et variées tant sur la définition de la Politique de Décentralisation au Rwanda, sur les stratégies et le cadre légal de mise en œuvre que sur les réalisations enregistrées par les deux premières phases dans les différents domaines de mise en place de structures décentralisées, de transfert de responsabilités et de fonds y afférents, de fourniture de services, de participation de la population, d'apport dans la réduction de la pauvreté, du rôle de la société civile, et d'autres.

Les participants à la réunion d'échanges et de plaidoyer qui a eu lieu en janvier 2012 ont pris connaissance des difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des deux premières phases de la politique de décentralisation et se sont résolus à corriger des erreurs du passé en vue d'une meilleure réalisation des actions prioritaires engagées par la troisième phase (2011-2015).

D'autres recherches visant les actions de plaidoyer ont été menées vers la fin de l'année 2012. Il s'agit de la recherche sur l'état des lieux de la fourniture des services par les instances décentralisées (district, secteur et cellule) et son impact sur la vie socioéconomique de la population au Rwanda, la recherche-action sur la mise en valeur des terrasses radicales au

Rwanda et la recherche-action sur la satisfaction des bénéficiaires du programme « Girinka Munyarwanda ».

2.2. Mise en réseau

Dans le cadre du renforcement des réseaux géographiques constitués par les organisations membres du CCOAIB, des visites conseils ont été effectuées dans les réseaux ROAD (Réseau des Organisations d'Appui au Développement), composé d'ATEDEC, APIDERBU, ARTCF, ARAMET et Association INSHUTI ; NOMOCER (Network Of Member Organizations of CCOAIB in Eastern Region), composé de RDO, RWARRI, ARDR, EJO NZAMERANTE, SAFER Rwanda, DUTERIMBERE et ASOFERWA et Community Development Complementarity Network - Ubwuzuzanye (CDCN), constitue d'ADENYA, AJEMAC, ARDI, BAIR, COFORWA, Centre Iwacu et UGAMA CSC. Des questions liées à l'insuffisance des moyens financiers pour la mise en œuvre leurs plans d'actions ont été débattues et la solution fut la constitution des consortia pour pouvoir répondre aux appels à propositions lancées souvent en ligne par différents bailleurs de fonds tel que l'Union européenne.

Le CCOAIB a répondu aux invitations lancées par les organisations dont il est membre et ses différents partenaires tant au niveau national qu'international, ce qui a renforcé sa visibilité et sa collaboration avec toutes ces institutions. Il s'agit par exemple de :

- la participation à l'assemblée générale de la Plate forme de la société civile rwandaise organisée à Kigali en date du 02 mars 2012 ;
- la participation à la première réunion du Groupe National de Référence organisée à Kigali le 30 mai 2012 sur la promotion des liens entre l'agriculture, le changement climatique et le commerce.
- La participation a la 4^{ième} assemblée générale du REPONGAC qui a eu lieu à Libreville (Gabon) du 25 au 26 octobre 2012.
- Etc.

2.3. Information et documentation

Des descentes de collecte d'informations sur les activités des OAIB et sur la mise en œuvre des politiques publiques (agriculture et réduction de la pauvreté, décentralisation et participation citoyenne) ont eu lieu dans les districts de Gasabo, Kicukiro, Ngororero, Nyabihu, Gatsibo, Kayonza, Rwamagana, Muhanga, Nyanza, Nyamasheke, etc. Des données récoltées ont été publiées dans le Feuilleton d'information et bulletin Interactions et ont servi dans l'élaboration et diffusion des émissions radio pour sensibiliser la population sur son rôle dans le processus de mise en œuvre de ces politiques publiques et le plaidoyer auprès des autorités.

2.4. Renforcement des capacités

Beaucoup d'activités de renforcement des capacités des organisations membres d'organes du CCOAIB ont été organisées, ce qui a amélioré la livraison des services et la collaboration avec les organisations membres. Il s'agit de :


- Suivi par un agent du CCOAIB d'une formation sur les techniques de prise de vue et de la production des films documentaire. Organisée par OXFAM et dispensée par Kwetu Institute Film, cette formation qui a duré deux semaines (27 janvier-10 février 2012) ;
- Suivi d'une formation en anglais de trois agents cadres du CCOAIB. Cette Formation d'une formation a durée 4 mois.
- Deux agents cadres du CCOAIB ont participé à une journée de perfectionnement dans l'utilisation du programme d'exploitation Outlook organisée par GIZ. Ceci a permis au CCOAIB de se servir de ce moyen efficace dans la gestion des messages.
- Du 10 au 11 avril 2012, le coordinateur du projet CSEJP (Civil Society Strengthening for Economic Justice Promotion in Rwanda) ainsi que le chargé d'information ont suivi la formation sur la gestion du site web du réseau dénommé « Economic Justice Network» sous l'appui financier d'Oxfam.
- Les membres des commissions thématiques ont participé à une journée d'information sur l'état d'avancement de l'EDPRS au Rwanda, ce qui les a mis à niveau pour pouvoir faire le monitoring de la phase I de l'EDPRS et la préparation de sa seconde phase.

III. REALISATIONS PAR RAPPORT AUX AXES STRATEGIQUES ET OBJECTIFS

Axe 1 : Lobbying et Plaidoyer

Objectif	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
<p>1. Le lobbying et plaidoyer faits par les OAIB et le CCOAIB sont effectifs dans le cadre des lois et politiques élaborées</p>	<p>Des changements positifs sont opérés en termes de solutions aux défis identifiés</p>	<p>Mener une étude approfondie sur l'état des lieux de la fourniture des services dans le secteur agricole par les instances décentralisées (district, secteur, cellule et Umudugudu) et son impact sur la vie socio-économique de la population</p>	<p>Deux études réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une analyse critique des documents politiques et des rapports de mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique de décentralisation au Rwanda a été menée et des résultats ont été publiés en janvier 2012. - Une étude sur l'état des lieux de la fourniture des services par les instances décentralisées (district, secteur, cellule et Umudugudu) et son impact sur la vie socio-économique de la population a été menée en décembre 2012 dans les districts de Nyarugenge, Gicumbi et Kamonyi, les secteurs de Kimisagara, Kageyo et Karama, les cellules Rugenge, Gaseke et Muganza. 	<p>La mise en évidence des réussites et des défis dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation.</p> <p>Globalement, L'analyse des résultats a montré que la population apprécie positivement les services reçus des instances décentralisées. Ainsi, le secteur de l'éducation a reçu la note de 82%, l'administration : 80,4% ; la justice : 80,4% ; l'agriculture : 74,5% ; l'infrastructure : 73,9% et la santé : 73,5%, ce qui dégage une moyenne de 77,4% de satisfaction de la population la livraison des services.</p> <p>1. Réussites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services rapprochés de la population (requêtes administratives, Attestations, Titres fonciers, Notification, Mariages...) - Amélioration des services démontrée par les cartes d'évaluation citoyenne (Citizen report card/CRC) et notation communautaires (Community score cards/SC) - Création du lien entre la décentralisation et la protection sociale à travers VUP ; - Synergie entre le secteur public, le secteur privé et la société civile, engendrée par la création des JADF au niveau du district et du secteur ; - Processus en cours de mise en place des chartes des services du citoyen au niveau des

				<p>instances décentralisées.</p> <p>2. Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les déficits de capacités financières, humaines, techniques au niveau des instances décentralisées ; - Faible participation de la femme et des jeunes dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des contrats de performance ; - Faible participation de la population à la prise de décision suite à la tradition fort centraliste d'une part et aux dirigeants peu familiers aux méthodes d'animation participatives ; <p>Les défis relevés par l'étude et qui méritent des actions de plaidoyer sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La basse qualité de l'éducation surtout au niveau de « Nine and Twelve years basic education » ; -Infrastructures routières insuffisantes et impraticables surtout en milieu rural ; -Plan d'urbanisation qui ne tient pas compte des capacités de la population ; -Insuffisance de transport en commun ; -La basse qualité d'accueil dans les services de santé publique ; -Problème d'accès à la mutuelle de santé pour les pauvres ; -Dédoulement et contradiction dans les services agricoles, etc. -Incompatibilité des services fournis par les secrétaires exécutifs de secteur et cellule (le secrétaire exécutif qui est en même temps huissier). <p>En plus de cela, il y a eu formulation des recommandations à l'endroit du Gouvernement rwandais, des partenaires au développement et aux organisations de la société civile.</p>
--	--	--	--	--

		<p>Multiplier le rapport en 400 copies pour le plaidoyer</p>	<p>300 exemplaires de rapport sur l'état des lieux de la fourniture des services dans le secteur agricole par les instances décentralisées (district, secteur, cellule et Umudugudu) et son impact sur la vie socio-économique de la population ont été tirés de l'imprimerie.</p> 	<p>Disponibilité du rapport de recherche et qui facilitera l'action de sensibilisation et de plaidoyer.</p>
		<p>Sensibiliser la population à prendre part dans le processus des PDD et faire le plaidoyer sur la prise en compte de l'aspect genre dans la planification stratégique des districts</p>	<p>Des rencontres de sensibilisation et plaidoyer sur la participation citoyenne dans les PDD et la prise en compte de l'aspect genre dans la planification stratégique des districts ont été organisées dans les districts de Nyaruguru et Musanze. L'équipe du CCOAIB a pu s'entretenir avec le Vice Maire Chargé des Affaires Sociales ainsi que des représentants des organisations SDA IRIBA, CEJP, ADENYA et ARDI.</p>	<p>Les autorités des districts de Nyaruguru et Musanze ont compris l'importance de la prise en considération de l'aspect genre dans la planification et ont promis leur engagement dans le partenariat nécessaire avec le CCOAIB pour la promotion de l'aspect genre.</p> <p>Cependant dans l'élaboration des PDD, la participation citoyenne reste encore limitée. Seuls les des membres du JADF (autorités des instances décentralisées, ONG et le secteur privé œuvrant dans le district) analysent les PDD.</p>

				
		<p>Organiser des réunions d'échanges avec le Gouvernement rwandais sur les politiques publiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une réunion de lancement de l'« Economic Justice Network » a eu lieu le 14 septembre 2012 par le Secrétaire Permanent au MIGEPROFE. - Une réunion de publication et lancement du Guide du Citoyen pour la participation citoyenne dans le processus de décentralisation au Rwanda a été organisée le 28 juin 2012 en présence du Ministre au MINALOC. 	<p>A cette occasion, des échanges ont abouti à l'engagement de chacun pour faire fonctionner ce réseau surtout s'atteler aux activités de plaidoyer sur les politiques économiques et la justice sociale.</p> <p>Le Guide du Citoyen pour la participation citoyenne dans le processus de décentralisation au Rwanda a été publié et lancé officiellement pour sensibiliser la population à participer dans le processus de décentralisation 9.000 exemplaires ont été distribués dans tous les districts du pays.</p>

		Produire des films documentaires	Production des films documentaires : - « Igenamigambi rishingiye ku buringanire » ; - « Gahunda yo kwegera abaturage ubuyobozi n'ubushobozi ». Production d'un théâtre (drama) sur le processus de décentralisation au Rwanda.	Disponibilité des documentaires et théâtre qui serviront de sensibilisation et plaidoyer sur la politique de décentralisation et la planification accès sur le genre.
		Produire et diffuser des émissions radio	Production et diffusion de 2 émissions radio intitulées : - « Igenamigambi rishingiye ku buringanire » - « Uruhare rw'umuturage mu bimukorerwa ».	Les émissions ont été diffusées aux antennes de la Radio Rwanda et Huguka pour atteindre un grand nombre d'auditeurs.

Axe 2 : MISE EN RESEAU

Objectif	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
1. Réappropriation, par les OAIB, de la politique de mise en réseau dans le cadre de l'EDPRS est effective	4 réseaux sont opérationnels	Mettre en œuvre les plans d'actions élaborés	Les plans d'actions ont été élaborés et un projet a été développé	Trois réseaux à savoir NOMOCER, RAOD et CDCN-Ubwuzuzanye ont déjà élaboré leurs plans d'actions annuelles et un autre, FEEN a seulement élaboré un projet pour la mobilisation des fonds.
		Evaluer le projet	Les descentes de suivi du projet EDPRS I ont eu lieu chez toutes les OAIB. Une séance d'évaluation	- La contribution à la mise en œuvre de l'EDPRS s'est faite d'une part à travers l'appui conseil aux OAIBs dans l'accès au document et la

			interne a eu lieu à Rubavu en date du 22/12/2012. A cette occasion une analyse des forces, faiblesses, opportunités et contraintes des réseaux régionaux a été faite.	<p>compréhension de l'EDPRS et dans sa mise œuvre. Cette dernière s'est faite par la sensibilisation des bénéficiaires (communautés) et la mise en œuvre des projets de développement pour réduire la pauvreté de la population bénéficiaire; et d'autre part dans l'appui aux actions communes des réseaux thématiques.</p> <p>- La contribution au Suivi-évaluation s'est faite quant à elle à travers la recherche-action la collecte des indicateurs de réduction de la pauvreté et le plaidoyer pro-pauvre. Les émissions radio et des échanges sur les rapports ont contribué à renforcer si non améliorer la conscience des organisations et leurs bénéficiaires sur la vision du Rwanda en matière de lutte contre la pauvreté.</p>
2. Des synergies des interventions des OAIB sont accrues à travers des actions communes	La capitalisation des interventions du CCOAIB et ses organisations membres est effective	Collecter les indicateurs de réduction de la pauvreté	La collecte d'indicateurs de réduction de la pauvreté s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année 2012. Le questionnaire a été revu et simplifié tout en restant avec un petit nombre d'indicateurs.	Les travaux de recherche, d'analyse participative et de suivi sur terrain de la mise en œuvre de l'EDPRS place le CCOAIB parmi les grands partenaires de la société civile rwandaise dans ce programme national et les OAIB membres s'affirment de plus en plus comme partenaires efficaces de mise en œuvre et de planification du développement local.

				
		<p>Terminer la recherche-action sur l'utilisation des terrasses radicales et le programme « Gir'inka Munyarwanda »</p>	<p>Des descentes de collecte d'indicateurs de réduction de la pauvreté dans les programmes de terrasses radicales et de Girinka Munyarwanda ont été effectuées dans les districts de Gicumbi, Kayonza, Rwamagana, Muhanga, Nyamasheke, Ruhango et Rutsiro.</p>	<p>La recherche-action a pris fin en décembre 2012 et les rapports sur 2 programmes sont disponibles.</p> <p>L'interaction entre dirigés et dirigeants, autrement dit entre les paysans et les autorités administratives des districts et des secteurs a permis aux uns et aux autres de confronter leurs points de vue sur les problèmes de développement en général et des programmes des terrasses radicales et de « Girinka Munyarwanda » en particulier. Les bénéficiaires ont amélioré l'appropriation de ces 2 programmes et se sont engagés à contribuer à la recherche de solutions aux problèmes soulevés par l'étude. Les autorités ont évalué les points de</p>

				<p>vues des paysans et, tout en étant conscientes de leurs préoccupations, ont appuyé leurs propositions dans la recherche de solutions durables aux problèmes mis en exergue par l'étude (par exemple appuyer les visites d'échanges sur les terrasses radicales, accroître l'encadrement technique et la participation paysanne dans la prise de décision de faire des terrasses radicales, assurer la qualité des vaches données dans le cadre de « Girinka Munyarwanda », appuyer les coopératives des bénéficiaires de ce programme,...).</p>
		<p>Formation des membres des coopératives des jeunes sur la gestion financière, gestion des coopératives et l'entreprenariat</p>	<p>Une formation sur la loi régissant les coopératives et sur les principes de gestion financière à l'intention des jeunes membres des coopératives a eu lieu à Gatsibo en date du 27 mars 2012.</p>  <p>A la même occasion, le coordinateur du projet a visité la coopérative "Ejo Heza" (Meilleur avenir) pour se rendre compte des</p>	<p>52 membres des coopératives dont 33 hommes et 19 filles ont suivi la formation. Tous participants ont été satisfaits des connaissances reçues et ont recommandé le suivi pour voir si la mise en œuvre des techniques acquises sera effective.</p> <p>Pendant la visite il a été constaté que la vente de production de la vannerie apporte de l'argent aux membres de la coopérative « Ejo Heza » et répond favorablement à leurs besoins.</p>

			changements enregistrés dans leur vie socioéconomique.	
		Faire le suivi des actions des réseaux régionaux	Les visites de suivi des actions des réseaux régionaux ont été effectuées	Les visites aux réseaux ont eu lieu en date du 25-26 janvier 2012 et les l'équipe d'agents EDPRS était accompagnée d'un officiel chargé des projets à l'Ambassade de Belgique. Durant les descentes, il a été constaté que ces réseaux éprouvent des difficultés financières, ce qui se répercute sur leurs interventions en faveur des bénéficiaires à la base. En guise d'exemple, les bénéficiaires agriculteurs ont témoigné qu'ils manquent du fumier organique car ils n'ont pas pu développer un élevage bovin pouvant leur fournir rapidement du fumier dont ils ont tellement besoin.
3. Le CCOAIB élargit son réseautage avec les organisations régionales et internationales	L'interaction entre le CCOAIB et ses partenaires tant nationaux qu'internationaux est renforcée	Participer à des rencontres organisées par les partenaires du CCOAIB et auxquelles il est convié	- En date du 02/03/2012, CCOAIB a été représenté par le CCOAIB a été représenté à la réunion de l'Assemblée générale (AG) de la Plate forme de la Société Civile Rwandaise. Durant la réunion, il y a eu présentation et adoption du procès verbal de l'AG de l'année 2011, du rapport d'activités de 2011 et du plan opérationnelle de 2012. A l'issue des travaux de la réunion, des recommandations et conclusions ont été formulées notamment la finalisation du plan stratégique quinquennal 2012-2016 ; la collaboration et le partage d'information entre le conseil de surveillance et le conseil d'administration sur les rapports de suivi de la vie de la Plate Forme ; voir comme recruter un auditeur interne ; disponibiliser des	Le CCOAIB a répondu aux invitations lancées par les organisations dont il est membre et ses différents partenaires tant au niveau national qu'international, ce qui a renforcé sa visibilité et sa collaboration avec toutes ces institutions. Ces différentes rencontres ont permis au CCOAIB d'enrichir son expérience dans différents domaines et surtout celui du développement socio-économique, le lobbying et plaidoyer sur les politiques publiques, etc.

			<p>documents à étudier dans l'AG au moins une semaine avant sa réunion ; maintenir les actions de plaidoyer contre l'avortement volontaire au Rwanda, etc.</p> <p>- En date du 05 mars, le CCOAIB a été représenté à la réunion d'échanges sur le processus budgétaire et la préparation du suivi du budget public 2012/2013. Dans cette réunion, le CCOAIB a eu l'occasion de faire une présentation sur le budget alloué au secteur agricole, défis et stratégies de plaidoyer. L'insuffisance du budget et l'absence de prise en compte de l'aspect genre dans ce secteur ont été mentionnés comme défis les plus préoccupants.</p> <p>- Du 27 Janvier au 10 Février 2012, le Chargé d'information et Documentation du CCOAIB a suivi une formation sur les techniques de prise de vue et de la production des films documentaire. Organisée par OXFAM et dispensée par Kwetu Institute Film, cette formation qui a duré deux semaines a renforcé les capacités de notre agent dans la production des films, ce qui constitue un atout considérable.</p> <p>- Le CCOAIB a été représenté dans une journée de perfectionnement dans l'utilisation du programme d'exploitation Outlook organisée</p>	
--	--	--	---	--



			<p>par GIZ. Ceci a permis au CCOAIB de se servir de ce moyen efficace dans la gestion des messages.</p> <p>- Du 10 au 11 avril 2012, le CCOAIB a été représenté dans une formation sur la gestion du site web du réseau dénommé « Economic Justice Network» sous l'appui financier d'Oxfam.</p> <p>-Participation dans la première réunion du Groupe National de Référence organisée par ACORD Rwanda en date du 20 mai 2012 sur le thème : « Promotion du lien entre l'agriculture, le changement climatique et le commerce dans les pays de l'EAC ». Durant la réunion, il y a eu présentation des résultats des recherches réalisées au Kenya, Uganda, Tanzanie et Rwanda sur l'impact des Changements climatiques sur l'agriculture et le commerce des produits agricoles.</p> <p>-Réunion du 12/09/2012 avec DAI dans le cadre du Projet HICD. Cette réunion avait pour objet la présentation du projet HICD et la méthodologie de sa mise en œuvre.</p> <p>-En date du 17 octobre 2012, participation à la réunion de consultation/ information sur la programmation du 11^e FED. Elle a</p>	
--	--	--	--	--

			<p>été organisée par le Délégation de l'Union Européenne au Rwanda.</p> <p>- Faisant partie du comité de pilotage de suivi de la recherche conduite par Transparency International Rwanda (TI-R), le CCOAIB a été représenté à la réunion organisée le 15 mai par TI-R pour échanger sur les outils de cette recherche. Par la suite, une autre réunion a été organisée 29 novembre 2012 sur cette question et avait comme objet la présentation des résultats de cette recherche. Partant de 4 dimensions, il a été révélé que les répondants à l'enquête ont évalué la société civile rwandaise et ont attribué les scores suivants : de 63.6% en rapport avec sa structure, 65.1% sur l'environnement de travail, 70.7% en rapport avec les valeurs défendues par la société civile et 57,5% sur l'impact de ses interventions.</p> <p>- Du 27 au 31 août, le CCOAIB a été représenté à l'atelier organisé par 11.11.11 dans le cadre du trajet régional pour la formation sur les techniques de lobbying et plaidoyer sur les politiques publiques. L'objectif principal de l'atelier était d'acquérir des connaissances, les aptitudes et attitudes nécessaires pour influencer les facteurs et acteurs</p>	
--	--	--	--	--

			<p>qui déterminent la vie et l'avenir des parties prenantes et/ou des communautés. Les analyses et simulations de plaidoyer ont porté sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> *Le système éducatif au Rwanda ; *Le rôle des conseils consultatifs et la participation citoyenne au Rwanda ; *L'espace cultivable au Rwanda : Défi du paysan. <p>- Le 12 septembre, le CCOAIB a été représenté à la réunion organisée par DAI (Development Alternatives Inc.) pour la présentation du projet HICD-Rwanda (Human and Institutional Capacity Development in Rwanda) et dont le CCOAIB est partenaire. Pour exécuter ce projet, trois organisations rwandaises ont été sélectionnées dont le CCOAIB, la Fédération des groupements d'agriculteurs Imbaraga et l'Association d'agriculteurs Ingabo. Le Ministère de l'agriculture et des ressources animales (MINAGRI) collaborera avec DAI dans la mise en œuvre de ce projet. Il faut noter que DAI une organisation prestataire de l'agence américaine pour le développement USAID.</p> <p>- Le 17 octobre, le CCOAIB a été représenté à la réunion organisée par la Délégation de l'Union</p>	
--	--	--	--	--

			<p>européenne au Rwanda pour la consultation nationale avec les organisations de la société civile rwandaise à propos de la programmation du 11^{ème} FED et la planification de l'EDPRS II. L'exposé a porté sur trois thèmes principaux suivants : Réduction de la pauvreté dans un monde qui change rapidement ; Droits humains, démocratie et autres éléments clés de la bonne gouvernance ; Développement durable et inclusive des droits humains.</p> <p>- Le 07 décembre, le CCOAIB a été représenté à la réunion organisée par PSCBS (Public sector capacity building secretariat) sur la présentation des résultats de l'évaluation finale du projet de renforcement des capacités du secteur public, secteur privé et la société civile financé par ACBF (African capacity building foundation).</p> <p>-D'autres invitations auxquelles le CCOAIB a répondu : Ambassade de la République d'Egypte au Rwanda (14 sept.) ; RCSPF (19 et 28 oct.) ; Parlement du Rwanda, Chambre du Sénat (20 nov.) ; GIZ (28 nov.), etc.</p> <p>Accueil des partenaires différents au bureau du CCOAIB : - L'Ombudsman de la République du Malawi, Madame Tujilane</p>	
--	--	--	---	--

			<p>CHIZUMILA et sa délégation (6 personnes), le 12/07/2012. Les échanges ont porté sur l'expérience de la société civile en matière de justice sociale et la bonne gouvernance.</p>  <p>- Madame Maleentje VOS, la Chargée des projets en Afrique Centrale et sa délégation (4 personnes), le 19-20 mars). Accompagnée par l'équipe des agents du CCOAIB, la délégation a visité les actions des OAIB ARDR et RWARRI dans la province de l'Est.</p>  <p>- Une délégation de l'USAID, bureau de Washington, DC. a visité le CCOAIB en date du 31 juillet. Les</p>	
--	--	--	--	--

			<p>échanges ont porté sur le rôle du CCOAIB en matière de renforcement des capacités de la société civile.</p>  <p>-Visite de Madame Marion FISCHER, Country Representative de GIZ et sa délégation. Les échanges ont porté sur le partenariat GIZ et CCOAIB et la mise en œuvre du projet PETS.</p> 	
		Payer des cotisations réglementaires dans des organisations dont le CCOAIB est membre	<p>Les cotisations pour 4 organisations sur 5 dont le CCOAIB est membre ont été payées. Pour l'année 2012, les paiements effectués sont pour la LDGL, ICSW, REPONGAC et EACSOFF.</p>	<p>Le CCOAIB reste membre actif de ces organisations.</p>

Axe 3 : INFORMATION ET DOCUMENTATION

Objectif 1	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
<p>L'opérationnalisation du service INFODOC au sein du CCOAIB est effective</p>	<p>La population est informée et sensibilisée sur son rôle dans les journées porte-ouverte et la fourniture des services</p>	<p>Organiser des descentes de collecte d'informations sur le rôle de la population dans les journées porte-ouverte et la fourniture des services surtout dans le secteur agricole</p>	<p>Les descentes effectuées du 23 au 25 mai 2012 ont porté sur la participation de la population à la journée porte ouverte organisée par le district de Nyamasheke. Au cours des entretiens avec la population présente sur les lieux de la rencontre nous avons constaté que cette journée avait été préalablement annoncée et que la sensibilisation avait été faite pour maximiser la présence et la participation. Les autorités ont étalé les réalisations dans différents domaines et les questions ont été posées. Les autorités ont été interrogées sur certains aspects dont la réhabilitation des routes et la construction d'autres, la construction des écoles, l'adduction d'eau potable, l'enregistrement des terres, le marché des produits agricoles surtout le maïs, la sécurité sur la frontière rwando-congolaise (côté Bukavu), le chômage, etc.</p>	<p>Grâce à une émission radio qui a été diffusée sur le rôle dans les journées porte-ouverte et la fourniture des services, la population et surtout les femmes ont été sensibilisées à prendre la parole en public et poser des questions à leurs autorités sur la mise en œuvre des plans d'actions de développement. Il convient de souligner que pendant cette journée porte-ouverte à Nyamasheke, beaucoup de personnes, hommes et femmes, presque tout âge confondu (jeunes, adultes et vieux), voudraient prendre la parole et poser des questions ou encore faire des commentaires sur ce qui a été fait.</p> <p>Certaines gens, surtout les personnes instruites, parvenaient même à donner des propositions de stratégies pour mieux faire. Cependant, parmi les 24 personnes qui ont prit la parole, seules 6 femmes (soit 25%) ont pu poser des questions. Sur ce, il sied de noter que la participation féminine dans ce genre de rencontre dans les milieux ruraux reste encore faible, ce qui demande encore une fois de plus de doubler l'effort dans la sensibilisation sur le genre.</p>

Objectif 1	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
		Produire des émissions radiodiffusées des spots éducatifs sur le rôle de la pop. dans les journées porte-ouverte	Un magazine radio et un spot éducatif portant sur le thème « <i>Une journée porte-ouverte pourquoi et comment ?</i> » est déjà produit et diffusé en novembre 2012.	Ce magazine radio a permis à la population de comprendre le rôle qu'elle doit jouer aussi bien dans la préparation des contrats de performances que dans leur mise en œuvre.
	A l'aide des émissions et spots éducatifs radiodiffusés, les autorités des instances de base (niveau du district) sont sensibilisées à prendre en considération l'aspect genre dans les PDD.	Organiser des descentes de collecte d'infos sur l'intégration genre et dans le processus de planification et mise en œuvre des plans de développement des districts	3 descentes ont été organisées dans les districts de Gasabo, Ngororero et Nyabihu. (1) Dans le district de Gasabo : Deux interviews ont été réalisées dont l'une avec la Secrétaire exécutive de GMO (Gender Monitoring Office) sur ses appréciations quant à la mise en œuvre de la politique du genre dans les planifications des districts et la Représentante du Conseil national des femmes dans le district de Gasabo. Les rencontres ont eu lieu à Kigali. -La Secrétaire exécutive de GMO s'est félicitée des efforts fournis par le Gouvernement rwandais notamment le respect de la masse critique stipulée dans les Accords de Beijing disant que dans toutes les instances de prise de décision, il faut réserver au moins 30% pour les femmes, ce qui est aujourd'hui une réalité au Rwanda. -La Représentante du Conseil national des femmes dans le district de Gasabo affirme, quant à elle,	Au cours des entretiens avec différentes autorités contactées, celles-ci ont pris conscience que même si plusieurs institutions à tous les niveaux d'administrations (le secteur public, le secteur privé et la société civile) savent que la prise en compte du genre dans les planifications est une condition de réussite, le chemin à parcourir pour que tous les planificateurs prennent en considération cet aspect dans tout le processus des PDD est encore long. Elles ont décidé de doubler la vigilance quant à l'évaluation de l'aspect genre dans toutes les activités de développement. Cet engagement a été beaucoup plus formulé du côté des responsables de GMO.

			<p>que les dispositions ont été prises en ce qui concerne la sensibilisation de la femme rurale qui n'a pas encore confiance en ses capacités.</p> <p>(2) Districts de Ngororero et Nyabihu</p> <p>Du 20 au 21 septembre 2012, deux entretiens ont été conduits sur l'intégration de l'aspect genre dans la planification des districts de Nyabihu et Ngororero.</p>  <p><i>Mme Joséphine Uwimana, chargée de la famille et de la promotion du genre dans le district de Nyabihu.</i></p>  <p><i>Mr Gédéon Ruboneza, maire du district de Ngororero.</i></p>	<p>Les autorités interviewées reconnaissent que dans leur planification ils essayent de prendre en compte l'aspect genre mais la difficulté réside dans la mise en exécution par le fait que tout le personnel des districts et même la population cible ne sont pas suffisamment informés ou sensibilisés sur le genre. Cela requiert le concours non seulement des institutions publiques mais également des acteurs de la société civile. C'est ce qu'a affirmé Mme Joséphine UWIMANA, chargée de la famille et de la promotion du genre dans le district de Nyabihu et Mr Gedeon Ruboneza, maire du district de Ngororero.</p>
--	--	--	---	--

Objectif 1	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
		<p>Produire des émissions radiodiffusées sur l'intégration genre dans le processus de planification et mise en œuvre des plans de développement des districts.</p>	<p>Une émission radio et un spot éducatif sur la planification axée sur le genre ont été produits et diffusés en décembre 2012. L'émission radiodiffusée avait comme thème : <i>« Les représentants des différentes institutions face à la problématique de la planification stratégique axée sur le genre »</i>.</p> <p>Tandis que le spot éducatif avec comme slogan : <i>« les meilleures heures de réunion pour faire participer un grand nombre de femmes »</i></p>	<p>Nombre d'autorités au niveau des instances décentralisées ont pu comprendre le pourquoi de la faible participation féminine à leurs réunions. Ainsi, suite à ces magazines radio et spots éducatifs, le CCOAIB espère que les autorités à tous les niveaux prendront en compte cet aspect et pourront améliorer la participation de toute la population à son propre développement.</p>
		<p>Organiser des descentes de collecte d'informations (terrain, conférences et réunions) sur la mise en œuvre des programmes de régionalisation des cultures, d'enregistrement des terres, impôt locatif sur ces terres et leur impact sur la vie socio-économique des agriculteurs, sur la décentralisation politique et fiscale, la Vision 2020</p>	<p>3 descentes de collecte d'informations sur la mise en œuvre des programmes de régionalisation des cultures et d'enregistrement des terres, impôt locatif sur ces terres et leur impact sur la vie socio-économique des agriculteurs ont été effectuées en septembre et octobre 2012 dans les districts de Nyagatare, Nyabihu, Gakenke et Rulindo.</p>	<p>Le constat est que le programme de régionalisation des cultures (révolution verte) qui, jadis rencontrait beaucoup de résistances de la part des agriculteurs non associées à sa planification, commence à être mieux compris et mis en œuvre de façon significative. C'est le cas des habitants du district de Gakenke où la population affirme avoir été consultée pour décider les cultures à mettre dans leurs champs, ce qui a doublé voire triplé leurs récoltes du haricot surtout dans la vallée de Gakinga qui s'étend dans les secteurs Cyabingo et Kivuruga.</p>



Champ de haricot volubile dans la vallée de Gakinga (district de Gakenke)



Entretien avec l'agricultrice Nyiramana Cécile (Nyagatare) sur le régionalisation des cultures.



Certificat d'enregistrement des terres (district de Nyabihu)

Durant les entretiens, les responsables chargés du programme d'enregistrement des terres affirment que dans plusieurs districts du pays, l'action d'enregistrement des terres touche presque à sa fin et qu'il ne reste que la correction des dossiers y relatifs.


En plus, ils indiquent que cette action a résolu beaucoup de conflits familiaux liés à la propriété foncière, à la garantie pour accéder aux crédits bancaires, etc.


La difficulté signalée par les personnes interviewées reste au niveau de l'héritage des terres que culturellement les parents doivent donner à leurs enfants. Sur ce, la loi régissant le foncier stipule que c'est interdit de morceler une parcelle de moins d'un hectare.

Objectif 1	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
	24 Feuilletts d'information et 2 numéros du bulletin Interactions sont publiés et diffusés	Produire et diffuser des articles dans 24 numéros du Feuillet d'information	<p>4 numéros du Feuillet d'information ont été produits et portent des articles suivants :</p> <p>- <i>La société civile rwandaise dans l'amélioration de ses stratégies de plaidoyer : 20 agents d'organisation de la société civile ont reçu une formation sur les techniques modernes de production des films documentaires.</i> Date de publication : 6 février 2012.</p> <p>- <i>FIOM Rwanda dans la protection de l'environnement : Fabrication et distribution de 159 fours solaires.</i> Date de publication : 19 mars 2012 ;</p> <p>- <i>La nécessité d'appuyer les groupements</i> Date de publication : 12 mai 2012.</p> <p>- <i>La culture en hauteur, une alternative pour palier au problème de l'insuffisance des terres cultivables au Rwanda</i> Date de publication : 17 septembre 2012.</p>	La publication de ces numéros du Feuillet a contribué à élever le niveau de compréhension et de pratique de la population en termes de création d'emplois et d'initiatives de développement.
		Produire et diffuser des articles dans 2 numéros du bulletin Interactions	(1) Le N°39 du bulletin Interactions a été imprimé en 100 exemplaires et publié en septembre 2012. Il porte le thème : « <i>Un bon service est un droit comme tant d'autre</i> ». Partant des données collectées sur	La publication de ces numéros d'Interactions a contribué à élever le niveau de compréhension et de pratique de la population en termes de revendication de leurs droits à un service de qualité. Certaines autorités comprennent de plus

		<p>le terrain, 11 articles suivants ont été rédigés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CCOAIB publie et lance un guide de la population sur le processus de décentralisation ; - Des changements climatiques : obligation globale d'atténuation et d'adaptation ; - STRIVE FOUNDATION dans les contrats de performance des districts où il opère ; - L'égalité du genre dans les activités agricoles ; - Le rôle de la Société civile dans le renforcement du bien-être social ; - Vers l'enracinement d'une culture du service de qualité. <p>(2) Le №40 du bulletin Interactions a été imprimé en 100 exemplaires et publié en Décembre 2012 avec le thème : « La planification stratégique accès sur le genre ».</p> <p>Des articles publiés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification accès sur le genre ; - Une lutte contre la pauvreté sans le concours des femmes ne peut être gagnée ; - La célébration du 25^e anniversaire de Duterimbere ; - Initiative louable et engagements fermes de 11.11.11 et ses partenaires organisations de la société civile du Burundi, de la RD-Congo et du Rwanda ; - Participation de Strive Foundation dans les contrats de performance des districts ; - ADTS dans le plaidoyer contre la corruption ; - Le sport dans le développement national. 	<p>en plus que la livraison des services de qualité est un droit inaliénable permettant à la population d'arriver à un développement durable.</p>
--	--	--	---

Axe 4 : RENFORCEMENT DES CAPACITES

Objectif	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
<p>La performance de la société civile en général, du CCOAIB et des OAIB membres en particulier est maximisée</p>	<p>3 agents cadres du CCOAIB acquièrent des connaissances en langue anglaise</p>	<p>Suivre la formation</p>	<p>Les chefs de services (INFODOC, DAF et CP) ont suivi d'avril à novembre 2012 (une durée de 4 mois complets) la formation en anglais dans le centre d'apprentissage des langues modernes appelé GSL (Greatest School of Languages).</p>	<p>Des certificats de réussite ont été discernés à 2 agents (INFODOC et CP)</p>
	<p>4 formations et 8 visites-conseils sont organisées à l'intention des OAIB</p>	<p>Organiser un atelier sur le gender mainstreaming dans le secteur agricole</p>	<p>- Un atelier sur le « Gender Responsive Budgeting » (GRB) a été organisé du 18 au 21 juin 2012 au Centre Saint André-Kabgayi dans le district Muhanga</p> 	<p>L'atelier a atteint un taux de participation de 24 participants sur un total de 35 attendus (soit un taux de 70%) dont 33% étaient de sexe féminin. L'atelier a connu la représentation des délégués des OAIB impliqués dans le secteur agricole et la mobilisation communautaire, les représentants des associations membres du CCOAIB, la représentante du MIGEPROFE, la représentante du GMO et celle de NWC, l'agronome et le vétérinaire du district de Musanze ainsi que ceux des autres partenaires.</p> <p>Les recommandations issues de cet atelier concernent notamment le renforcement des capacités en analyse genre, planification, budgétisation et suivi-évaluation sensibles au genre dans les instances publiques, la société civile, ainsi que d'autres partenaires tant au niveau central que décentralisé. Egalement un guide d'intégration genre dans le secteur agricole a été élaboré en anglais et kinyarwanda et est disponible.</p>

Objectif	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
		<p>Renforcer les capacités du personnel du CCOAIB en gestion financière et en lobbying et plaidoyer</p>	<p>- La formation du staff de service administratif et financier a eu lieu en mars et mai 2012 et a été organisée par NPA a l'intention de ses partenaires.</p> <p>- Du 27 janvier au 10 février 2012, un agent cadre du CCOAIB a suivi une formation organisée par OXFAM et dispensée par Kwetu Institute Film sur les techniques de prise de vue et de la production des films documentaire.</p> <p>- Du 27 au 31 août et du 01 au 05 octobre 2012, 2 agents cadres du CCOAIB ont suivi la formation organisée par 11.11.11 et dispensée par MDF sur le lobbying et plaidoyer sur les politiques publiques.</p>  <p>Ces 2 ateliers ont eu lieu respectivement à Kigali (Rwanda) et Bujumbura (Burundi).</p>	<p>Après la formation sur l'utilisation du logiciel SAGE 100, ce dernier a été installé dans l'ordinateur du service financier. L'acquisition du logiciel SAGE 100 et son installation dans les machines du service administratif et financier ont facilité le suivi de la mise en œuvre du budget des projets et le contrôle des dépenses se fait rapidement et avec précision.</p> <p>- Cette formation de deux semaines a renforcé les capacités de l'agent du CCOAIB dans la production des films, ce qui constitue un atout considérable pouvant se répercuter positivement sur le travail des OAIB membres du CCOAIB.</p> <p>- Les participants à l'atelier ont acquis des connaissances, les aptitudes et attitudes nécessaires pour influencer les facteurs et acteurs qui déterminent la vie et l'avenir des parties prenantes et/ou des communautés. Engagements à différents niveaux par les ONG rwandaises partenaires de 11.11.11 pour l'horizon 2016 :</p> <p>(1) Gouvernance interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration, adoption et respect des outils (charte, code d'éthique et de déontologie) opposables à tous. - Mise en place et l'opérationnalisation d'un cadre de concertation au niveau national


Objectif	Résultats escomptés	Activités prévues	Activités réalisées	Résultats atteints
				<p>(2) Plaidoyer pour une gouvernance démocratique</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2016 les OSC sont effectivement représentée dans les structures de planification, de mise en œuvre et de suivi des politiques et programmes nationaux de développement - D'ici 2016 les OSC sont effectivement représentée dans les structures de planification, de mise en œuvre et de suivi des politiques et programmes nationaux de développement se basant sur la participation citoyenne. <p>(3) Analyse du contexte et planification stratégique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser, disséminer et faire le suivi de la loi régissant l'accès à l'information <p>(4) Approche basée sur les droits</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer en synergie le monitoring pour influencer la mise en application des lois et conventions régionales internationales ratifiées par les différents pays - Mobiliser et sensibiliser les parties prenantes (les autorités, OSC et la population sur les DH) <p>(5) Développement des capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2016 opérationnaliser un Centre de centre au niveau du Rwanda.
		Organiser des visites aux OAIB et mobiliser des nouvelles	- Du 28 au 29 février 2012, il y a eu suivi de la cérémonie de clôture du projet de fabrication et utilisation des fours solaires dans le cadre de la protection de l'environnement par l'organisation Fiom Rwanda et sa remise aux autorités de base. Cette activité a eu lieu dans les districts de Ngoma et Kirehe des 159 fours ont été octroyés à la population dans les deux districts.	<p>Les conseils en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation de la population jouer son rôle dans le développement national ; - plaidoyer sur les politiques publiques ; - gestion des ressources ; - travail en réseaux ; etc. ont été donnés aux OAIB visitées.



- Visite des activités des bénéficiaires de DUTERIMBERE dans la province de l'Est. Il s'agit d'une plantation d'ananas tenue par une femme encadrée par Duterimbere qui a pu bien utiliser son crédit pour aboutir à une croissance économique considérable. Elle emploie 35 femmes et peut économiser 200.000FRW par mois. Dans son témoignage, elle affirme qu'elle doit sa réussite à son ferme engagement et le fait de s'accrocher à sa vision de sortir de la pauvreté.



			<p>Chez l'une des coopératives encadrées par ARDR, ils ont visité une coopérative de producteurs de maïs. Ceux-ci se félicitent de l'encadrement reçu de l'ARDR, ce qui leur permet d'exploiter leurs champs, de gérer efficacement la production et de travailler en parfaite cohésion. Néanmoins, ils ont déploré le fait de ne pas encore disposer de leur terrain, ce qui les fait enregistrer beaucoup de dépenses dans l'allocation.</p>  <p>D'autres visites-conseils ont été effectuées du 11 au 13 juin 2012 dans les OAIB membres : APIDERBU (Action pour la Promotion des Initiatives de Développement de la Région de Busoro), CSC UGAMA (Centre des Services aux Coopératives), HUGUKA et AJEMAC (Association de la Jeunesse en Matière Agricole et Culturelle).</p> <p>Les OAIB ayant adhéré comme</p>	
--	--	--	---	--

			membres du CCOAIB sont ITUZE, YWCA (Young Women Christian Association) et ADAP (Association pour le Développement Agricole et Pastoral).	
		Organiser des visites inter-OAIB	<p>La visite inter OAIB a été organisée le 19/12/2012 dans l'organisation BAIR (Bureau d'Appui aux initiatives Rurales). Deux coopératives encadrées par cette organisation ont été visitées. Il s'agit de COIM (Coopérative Ibukwa Muhinzi) et UNICOAPIGI (Union des coopératives des Apiculteurs de Gishwati).</p> 	<p>Les participants ont apprécié le travail de BAIR qui appuie les coopératives et donne la formation sur différentes techniques agricoles et l'étude du marché de leurs produits au Rwanda et en dehors du pays. Les OAIB qui appuient les coopératives se sont résolues de renforcer encore davantage leurs bénéficiaires surtout en ce qui concerne la recherche des marchés pour l'écoulement des produits agricoles et aussi la gestion saine de leurs biens.</p> <p>Cependant, les membres de COIMU ont mis en évidence des défis qu'ils rencontrent dans leur activité agricole et ont demandé au CCOAIB d'intervenir par une action de plaidoyer. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des semences sélectionnées ; - Insuffisance de terres cultivables; - Exigences lourdes des banques pour accéder aux crédits agricoles ; - Changements climatiques.
2. Les OAIB intègrent adéquatement la mission du CCOAIB	Les OAIB ont une même compréhension de la mission du CCOAIB et s'en approprient	Organiser des réunions statutaires : -Assemblée générale	L'assemblée générale ordinaire a été tenue en date du 28 septembre 2012 à l'Hôtel Alpha Palace de Kigali.	L'assemblée générale ordinaire du 28 septembre 2012 a regroupé 60 personnes représentant les organisations membres et le secrétariat exécutif du CCOAIB. A l'ordre du jour figuraient les points suivants : - Lecture et adoption du procès verbal de la précédente assemblée générale ;

				<ul style="list-style-type: none"> - Présentation et adoption du rapport d'activités d'année 2011 ; - Présentation et adoption du rapport financier de l'exercice 2011 ; - Présentation et adoption du rapport du Conseil de surveillance sur la gestion organisationnelle du CCOAIB ; - Présentation et adoption du plan opérationnel 2012 et les réalisations de la période écoulée ; - Présentation du rapport de visites aux organisations ayant demandé l'adhésion au CCOAIB et prise de décision ; - Election d'un nouveau Conseil de surveillance. <p>Les participants se sont réjouis des réalisations du Collectif.</p>
		- Tenue des réunions du Conseil d'administration	Des réunions du Conseil d'Administration (CA) ont été tenues.	5 réunions du CA ont été enregistrées : le 06 janvier, 03 avril, 13 août, 27 septembre et 16 octobre 2012. En plus, d'autres rencontres des membres du bureau (Présidente et deux Vice Présidents) ont été organisées pour voir ensemble l'état d'avancement des préparatifs de l'Assemblée générale de septembre 2012 et d'autres activités du CCOAIB.
		- Suivi régulier de la gestion du Collectif fait par le Conseil de surveillance	Des réunions du Conseil de Surveillance (CS) ont été tenues	Durant l'année 2012, les membres du CS se sont réunis en deux sessions ordinaires en date du 24 février et 22 juillet 14 rencontres extraordinaires pour analyser différents dossiers de gestion du CCOAIB et prodiguer des conseils au personnel pour mieux faire son travail. Le rapport d'activités du CS pour le premier semestre a été présenté à l'Assemblée générale du 28

				septembre 2012.
		-Tenue des réunions des Commissions thématiques	<p>En date du 15 juin 2012, une réunion des commissions thématiques a été organisée à l'Hôtel La Palisse à Kigali et a regroupé 26 participants dont 5 femmes et 21 hommes représentant le CCOAIB et ses organisations membres.</p> <p>A l'ordre du jour figuraient deux points importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation des résultats de l'évaluation de l'EDPRS I et le document de planification de l'EDPRS II par un agent cadre du MINECOFIN ; - Planification stratégiques des activités de plaidoyer sur les politiques publiques.  <ul style="list-style-type: none"> - Faisant référence aux thèmes de plaidoyer formulés lors des précédentes réunions des commissions thématiques, les participants dans la réunion du 15 juin 2012 ont présenté les 	<p>Durant les échanges, les participants ont apprécié la présentation et les informations données. De façon générale, les débats ont tourné autour des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour mener l'EICV (Enquête Intégrale sur les Conditions de Vie des ménages au Rwanda), comment déterminer l'échantillon représentatif dans une population de plus de 10 millions de gens ; - Les reliquats importants à la fin de différents exercices budgétaires dans les dépenses du budget donné aux districts (Bloc transfer) ; - Les autorités affirment que la pauvreté chez les paysans diminue au moment où ces paysans disent eux-mêmes le contraire. Comment expliquer cette contradiction ? - Généralisation dans l'élaboration des programmes de développement en faveur de la population alors que les réalités diffèrent d'une région à une autre ; - Diminution du taux de fécondité au Rwanda (En 2000, le taux était de 5.5%, 2010 : 4,5%). Qu'est-ce qui a été fait pour arriver à ce résultat ? - Le coefficient de GINI dans la classification socioéconomique (En 2000 le coefficient était de 0,48 ; en 2010 : 0,46 ; ce qui signifie la diminution de l'écart considérable entre les riches et les pauvres au Rwanda). <p>Réalisations des OAIB en matière de sensibilisation et plaidoyer sur les politiques publiques :</p> <p>a. Membres de la Commission des analyses politiques et culturelles</p>

			<p>réalisations des OAIB qu'ils représentaient.</p>  <p>- Une autre réunion des membres de la Commission d'Éthique et Partenariat le 25 septembre 2012 pour revoir le questionnaire de collecte des données institutionnelles auprès des OAIB membres</p>	<p>➤ Politique de mutuelle de santé</p> <ul style="list-style-type: none"> - ASOFERWA : Paiement des frais de mutuelle de santé pour 2000 personnes regroupées dans des coopératives des séropositifs. - FIOM RWANDA : Recherche sur les points de vue de la population sur la livraison des services. - SERUKA : Projet de recherche sur la participation de la population dans la mise en œuvre de la politique de mutuelle de santé. - ATEDEC : Appui à 12 coopératives des PVV dans l'élaboration des projets générateurs de revenus pour accéder aux mutuelles de santé. <p>➤ Régime foncier et habitat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup d'organisations membres du CCOAIB ont vulgarisé la loi sur le régime foncier ; - SERUKA a participé dans des réunions organisées par Land Net Rwanda Chapter ; - ATEDEC a exécuté un projet de suivi de la protection des marais ; - COFORWA a mené une recherche sur la protection et l'utilisation des eaux au Rwanda. Les participants membres de la commission des Analyses Politiques et Culturelles ont émis des observations générales telles que : <ul style="list-style-type: none"> - Large vulgarisation de la loi foncière ; - Protection des marais ; - Enregistrement des terres et prise en compte du genre sur le droit à la propriété terre. <p>Cependant, les participants ont déploré les difficultés suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perte des parcelles dans des marais sans frais d'expropriation ; - Loi sur l'expropriation qui ne tient pas compte des prix sur le marché ; - Avec la nouvelle loi régissant le régime foncier les fermiers ont perdu leur droit à la
--	--	--	--	---

				<p>propriété terre pour la location.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en pratique de la politique foncière a été brusque de façon que beaucoup de gens n'ont pas compris pourquoi ils sont obligés de payer la location de leurs parcelles ; - L'enregistrement des terres n'a pas tenu compte des parcelles se trouvant dans des marais, ce qui signifie que les propriétaires ont par conséquent perdu ces terres. <p>b. Commission des analyses socioéconomiques</p> <p>Durant les échanges d'informations sur leur expérience et réalisations des OAIB dans le cadre de la politique de régionalisation des cultures au Rwanda et la réduction de la pauvreté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Multiplication des semences sélectionnées de maïs, pommes de terre et blé ; - Mise en place des pépinières des plants fruitiers maracuja) ; - Mise en place des champs de démonstration (Farmer Field School); - Encadrement technique des agriculteurs de bananiers ; - Développement de la culture du manioc ; - Développement de la culture des légumes dans des coopératives ; - Distribution des vaches laitières aux familles pauvres et vulnérables pour avoir du lait, du fumier et le biogaz ; - Développement des cultures des champignons et l'ananas ; - Appui technique sur la mise en place des jardins potagers (uturimo rw'igikoni) et production spectaculaires des choux pouvant peser 8 kg par pièce ; - Production et embouteillage du jus de banane et d'ananas.
--	--	--	--	---

				<p>Difficultés signalées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le monopole du RAB (Rwanda Agricultural Board) dans la certification et vente des semences sélectionnées ; - Retard du RAB dans le paiement des coopératives qui multiplient des semences sélectionnées ; - Une grande demande des semences sélectionnées par rapport à l'offre ; - Insuffisance des semences de souches qui devraient être mis en disponibilité par NAEB, le département de recherche du RAB ; - Beaucoup de maladies des cultures suite à la non-diversification des variétés ; - Insuffisance des semences des fruits ; - Insuffisance notoire des moniteurs agricoles dans les districts ; - Insuffisance du fumier organique suite l'encadrement insuffisant des paysans en matière de production des fumures organiques ; - L'industrie de transformation du manioc appelé « Kinazi Cassava Plant » et basée dans le secteur de Kinazi, district de Muhanga (Province du Sud) dicte les prix du manioc tubercule séchée (50 FRW/kg) et l'agriculteur qui vend cette matière première à cette industrie enregistre une grande perte. <p>Souhaits</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Etat rwandais devrait subsidier l'engrais chimiques et les semences pour toutes les cultures et non seulement le maïs et le blé. - L'Etat rwandais devrait résoudre dans les meilleurs délais toutes les difficultés susmentionnées en faveur du paysan. <p>c. Commission d'Ethique et Partenariat Les membres de cette commission ont pris des</p>
--	--	--	--	--

				<p>engagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Réviser pour actualiser le code d'éthique et de déontologie du collectif CCOAIB ;- Revoir la fiche mis en place par CCOAIB pour la collecte des données dans les organisations membres et ainsi les informations qui seront recueillies seront diversifiées et riches ;- Disponibiliser cette fiche dûment révisée au plus tard le 29 juin 2012.
--	--	--	--	--

CONCLUSION

Au terme de l'année 2012, le constat global sur la mise en œuvre du plan opérationnel est que le bilan des réalisations est positif par rapport aux prévisions. Huit projets ont retenu l'attention de tout le personnel et membres des organes dirigeants du CCOAIB. Les organisations membres ont pris part dans les réalisations des activités à travers l'assemblée générale, la visite inter-OAIB, la participation aux formations organisées, etc. L'année 2012 a permis au CCOAIB de s'impliquer de plus en plus dans le processus budgétaire, un domaine nouvellement défriché par les organisations de la société civile rwandaise à l'instar du CCOAIB et CLADHO. Il faut par là, souligner que le CCOAIB a eu une particularité dans ce domaine relative au budget agricole sensible au genre.

Les formations organisées ont permis au CCOAIB d'avoir des ressources humaines ayant des capacités importantes qui lui ont facilité aussi bien lui-même que ses organisations membres de faire le suivi de la mise en œuvre de différents programmes ou politiques nationaux dont notamment l'EDPRS I, la gouvernance décentralisée et participation citoyenne, la réforme foncière, l'intégration régionale, etc. Ce suivi a été possible grâce à la réalisation des activités telles que la participation active à différentes rencontres nationales et internationales, des recherches menées, des émissions radiodiffusées sur les interventions des OAIB, etc.